ÉDITORIAL

Des sous et des hommes

L'évaluation économique des interventions de santé (alias médico-économie) se développe en France comme ailleurs.

C'est une démarche qui peut être utile pour éclairer des choix, en explicitant les coûts et les résultats des options de soins. Mais c'est aussi une menace pour l'accès à des soins de qualité pour tous, si cette démarche conduit les responsables politiques, les agences publiques, ou les assureurs publics et privés, à prendre des mesures dont les visées économiques seraient contraires à l'intérêt des patients.

Collectivement, en tant que soignants et patients, soyons prêts à faire face aux analyses médico-économiques. Pas par des jugements globaux "pour" ou "contre", mais en cherchant à évaluer la pertinence et la validité des études, en analysant leur utilisation, et en surveillant leurs conséquences sur l'accès pour tous à des soins de qualité.

Il ne s'agit pas pour chacun de devenir un "expert" en médico-économie. Pas plus qu'il n'est nécessaire d'être hyperspécialisé en méthodologie d'essais cliniques pour être capable de les analyser de manière pertinente, avec une bonne dose d'esprit critique. Les analyses médico-économiques aussi sont à passer au crible de critères de base : qui a conçu l'étude, l'a réalisée, l'a financée, dans quel cadre ? dans quel but ? quelle est la méthode choisie ? quel comparateur a été choisi ? la durée de l'étude est-elle pertinente ? s'agit-il de données réelles ou d'une modélisation ? quelles en sont les limites ? etc.

Prescrire a choisi d'examiner les informations médico-économiques de manière documentée et critique, comme toute autre information (lire par exemple dans ce numéro pages 539 à 542, n° 378 pages 298 à 300, n° 379 pages 379 à 384).

Car il est très plausible qu'au nom de l'efficience, c'est-à-dire d'un critère mixte médical et économique, l'économie devienne de plus en plus influente dans le domaine de la santé.

Dans l'immédiat, dans le domaine des nouveaux médicaments, c'est en s'appuyant sur certains raisonnements médico-économiques que des firmes demandent des prix extravagants, qui selon leurs calculs seraient coût-efficaces. Ce faisant, elles exposent même les pays les plus riches à ne plus être capables d'assurer à tous un accès à des médicaments utiles. La régulation de ces prix est de la responsabilité des politiques. L'accès pour tous à des soins de qualité, à un prix compatible avec un système de solidarité et juste pour ceux qui les produisent, n'est pas qu'une question médico-économique. C'est un choix de société.

Prescrire

Téléchargé sur prescrire.org le 30/04/2024
Copyright(c)Prescrire. Usage personnel exclusivement